



La défense nationale tributaire de l'Allemagne



Nous lui devons aussi
le

“ Régime abject ”

L'ŒUVRE



10^e ANNÉE — N° 36 4 Septembre 1913
220, Fg St-Honoré (8^e) PAR AN : 10 FRANCS
Téléphone 589.55

Pour lire à la campagne.

A nos nouveaux lecteurs, à tous ceux de nos amis qui veulent faire connaître l'Œuvre et étendre le champ de son action nationale, nous recommandons vivement cette collection de douze brochures, que nous envoyons franco pour deux francs.

Chacune de ces brochures se vend séparément vingt-cinq centimes.

1. *Les Allemands chez nous* : **La France aux Météques.**
2. **La France n'est-elle plus qu'une colonie allemande ?**
3. *L'ŒUVRE au Palais* : **Le Procès de la camelote allemande.**
4. *Le commerce allemand en France* : **Les Prussiens masqués**, plaidoirie prononcée devant la neuvième Chambre par M^e Vincent de Moro-Giafferri.
5. *Les marchands de patriotisme* : **Ils ont Krupp, nous avons Schneider.**
6. **Sur 500 millions, combien pour le Creusot ?**
7. *Le bluff de l'aviation militaire* : **Nos "oiseaux de guerre" ? Des canards !**
8. **Circulez !** Étude sur la circulation parisienne. par Jean Piot.
9. *La question de vie ou de mort* : **Des enfants ! Des soldats !** (Enquête sur la dépopulation).
10. *Les Intellectuels et la Patrie* : **D'Hervé à Jaurès**, par Gustave Téry.
11. **La Crise morale et les jeunes hommes**, par Gustave Téry.
12. **La Grande Question**, par Gustave Téry.



La Défense nationale tributaire de l'Allemagne⁽¹⁾



Les magnétos allemandes

Supposez qu'on vienne nous dire, avec preuves à l'appui, que les obus et les cartouches de l'armée française lui sont fournis par l'industrie allemande et que, naturellement, dès le début des hostilités, celle-ci cessera de lui livrer des munitions. Bien que l'on ait pris chez nous l'habitude de ne plus s'étonner de rien, il est assez probable qu'une pareille nouvelle causerait quelque émotion.

En voici une autre qui n'en excitera sans doute aucune : toutes les magnétos de nos moteurs militaires sont allemandes ; ce sont des Allemands qui nous les fournissent, ce sont des Allemands qui les réparent, et en cas de guerre, fourniture et réparation s'arrêteraient net.

— Et puis après ? Les magnétos, qu'est cela ?
Ce que c'est ? Je vais vous le dire.



(1) Cf. dans *l'Avant-Guerre* de Léon Daudet : « Notre aéronautique est tributaire de l'Allemagne pour la fourniture de l'hydrogène de nos dirigeables et celle des appareils de télégraphie sans fil de nos aéroplanes. » (Chap. II.)

1638 82
8.P 2884

La magnéto, c'est le petit appareil qui donne la vie à tous les moteurs; c'est grâce à elle que le généralissime, les commandants d'armée pourront, dans des automobiles rapides, aller inspecter leurs formations et disposer leurs lignes... C'est la magnéto qui anime les gros tracteurs à quatre roues motrices qui traîneront, à travers sillons et fossés, les pièces de forteresse et les mettront en position... C'est en elle que puisent le souffle les camions de ravitaillement qui apporteront aux troupes vivres et munitions... C'est elle qui propulse le dirigeable; elle est proprement le cœur des avions... La magnéto, c'est l'élément sans lequel aucun moteur ne peut vivre, car c'est elle qui fournit aux cylindres l'étincelle indispensable pour allumer le mélange gazeux dont l'explosion chasse les pistons et engendre la force motrice; elle est au moteur ce qu'est le percuteur au fusil, ce qu'est l'amorce de fulminate à la cartouche, ce qu'est la gorgousse à l'obus. L'arrêt de la magnéto, c'est l'arrêt immédiat du moteur, de l'automobile ou du camion, c'est le dirigeable ballotté au gré du vent, c'est la chute de l'avion dans les lignes ennemies...

On voit toute l'importance d'un service de réparation et de rechange parfaitement organisé pour le ravitaillement des magnétos; on voit l'intérêt primordial qu'il y a à pouvoir trouver chez le fabricant, en cas de guerre, des appareils remplaçant ceux qui seront usés ou détériorés au cours de la campagne. Or le fabricant, à ce moment-là, se trouvera de l'autre côté de la frontière, car le fabricant est Allemand.

Toutes les magnétos, ou presque, des moteurs militaires français sont allemandes; elles sont fournies par des Allemands, réparées par des Allemands, leurs pièces de rechange nous viennent d'Allemagne.

Quatre-vingt-dix pour cent de nos moteurs militaires sont en effet pourvus de magnétos Bosch (de Stuttgart). Les dix pour cent qui restent se partagent entre Unterberg et Helmé (Allemands), Méa (Allemand) et Lavalette-Eisemann (Français); en presque totalité, rien que des Allemands! Peut-on raisonnablement penser que tous ces gens-là ne cesseront pas, en cas de guerre, de fournir à la France — à l'ennemi! — les appareils et les rechanges indispensables?

Non, tous leurs ateliers seraient fermés, et ce serait la paralysie immédiate d'un des organes les plus importants de la défense nationale.



A quoi les « Docteurs Tant-mieux », qui ne veulent pas d'histoires, répondront peut-être : « Que voulez-vous qu'on y fasse? L'industrie de la magnéto est presque exclusivement allemande, et la magnéto est indispensable au moteur à explosions. Alors? »

Alors, ils se trompent lourdement quand ils disent — suivant une opinion, il est vrai, très répandue — que le moteur à explosions ne peut fonctionner sans magnéto. Celle-ci est à celui-là si peu indispensable qu'avant peu de temps — un couple d'années peut-être — les nouveaux

châssis automobiles s'en passeront fort bien. Elle sera remplacée par un autre générateur d'électricité, la dynamo, dont il existe déjà de nombreux spécimens sur les automobiles de construction française. Elle n'a servi jusqu'à présent qu'à éclairer la voiture. Pourquoi ne l'utiliserait-on pas pour allumer le moteur ?

La batterie d'accumulateurs fournit le courant aux lampes ; la dynamo, propulsée par le moteur lui-même, recharge la batterie au fur et à mesure qu'il en est besoin. C'est une véritable petite usine électrique, qui peut tout aussi bien fournir l'étincelle aux cylindres que le courant aux lanternes et aux phares.

Tout l'appareillage électrique fournissant le courant à basse tension existe ; il suffirait, pour allumer le moteur et remplacer définitivement la magnéto, d'adjoindre à cet appareillage un récepteur de courant synchrone du moteur, un transformateur à haute tension et un distributeur. Cela ne souffre aucune difficulté, et si l'administration de la guerre le voulait, elle aurait tôt fait de libérer ses moteurs de l'inquiétante tutelle allemande.

Le voudra-t-elle ? Et quand ?

MORTIMER-MEGRET.



Mon ami Martin



Il ne faut pas confondre, nous dit-on, les agents en bourgeois et les inspecteurs de la Sûreté. Je m'efforce de ne les point confondre. Et cela me rappelle justement une aventure, que je conterai sans doute dans mes Mémoires, si mon tour vient jamais d'en doter la Postérité.

Au temps où je rêvais, comme Jaurès et Rirette, de faire le bonheur de l'humanité, j'eus l'imprudence de chercher noise à un ministre de la Justice, qui s'appliqua de son côté — pour être homme d'Etat, on n'en est pas moins homme — à m'abreuver d'amertumes. (C'est, d'ailleurs, la dernière coupe de ce breuvage qui me sera servie dans quelques mois à la table du Conseil supérieur.)

Un matin, en faisant claquer mes persiennes, je vis se promener de long en large sur l'autre trottoir un gentleman dont les moustaches et le port me révélèrent au premier regard la profession secrète.

Pendant six jours, je le retrouvai à la même place. Le septième, je pensai qu'il prendrait quelque repos ; mais en ouvrant ma fenêtre, je l'aperçus encore. Il avait un air à la fois si ennuyé et si embarrassé de sa personne qu'il me fit pitié. Je descendis dans la rue, et j'allai à lui d'un pas si délibéré qu'il n'eut pas le loisir de battre en retraite.

— Je sais très bien qui vous êtes, lui dis-je sans aigreur.

— Moi aussi, je le sais bien, me dit-il honnêtement : vous êtes un brave homme.

— Si vous en êtes convaincu, répartis-je, ne craignez-vous pas de perdre votre temps ?

— Je perds mon temps, dit-il, mais je gagne ma vie.

Ce propos était presque profond. J'essayai de lui dire en retour quelque chose d'aimable ; mais je ne trouvai que ceci :

— Vous devez être bien fatigué de rester ainsi debout toute la journée comme un bec de gaz.

Il répondit posément :

— J'aime mieux pourtant rester là que de vous suivre quand vous sortez, car il vous arrive de prendre des voitures, et, comme cette dépense nous est interdite, j'ai beaucoup de peine à retrouver votre trace.

Je lui expliquai que les exigences de ma profession m'obligeaient à user fréquemment de taxis pour courir la ville, et je m'en excusai de mon mieux.

— Vous avez bien de la chance, me dit-il en soupirant ; votre administration vous paie sans doute vos voitures. La nôtre nous chipote même nos frais d'omnibus.

Je voulus faire quelque chose pour ce pauvre homme.

— Écoutez, lui dis-je, vous avez pu déjà vous assurer que je mène une vie assez régulière. Venez me voir tous les matins, entre huit et neuf heures ; je vous communiquerai le programme de ma journée, avec quelques petits détails sur ma vie privée que vous auriez probablement de la peine à découvrir tout seul et qui donneront quelque goût à vos narrations quotidiennes. Vous

pourrez ainsi aller vous promener tranquillement, ou vaquer aux soins de votre ménage.

Le policier me remercia avec effusion, et chaque matin, à partir de ce jour, il vint très ponctuellement « au rapport », comme il disait. Croyant n'avoir rien à cacher, je lui prodiguais les renseignements les plus circonstanciés et les plus véridiques sur mon humble personne ; cette minutieuse précision lui valut bientôt l'estime de ses chefs et une promotion au choix.

Martin — supposons qu'il s'appelait ainsi — Martin n'était pas un ingrat ; pour me témoigner sa reconnaissance, il entreprit de me dire à son tour ce qu'il savait, et comme il ne connaissait guère que la police, il m'en parla surabondamment. J'ignore si l'administration avait beaucoup de secrets pour Martin, mais Martin n'en avait aucun pour moi. Jamais il ne me fit un faux témoignage ; c'est ainsi que je fus tenu au courant pendant six mois de tout ce qui se tramait au ministère de l'Intérieur, et tous mes confrères admiraient, sans y rien comprendre, la sûreté de mes informations.

— J'ai ma police, leur disais-je d'un air mystérieux, quand ils m'en exprimaient leur étonnement. Et j'avais en effet ma police, ou tout au moins mon policier.

Cependant Martin, qui n'avait plus rien à faire, me dit un jour avec un léger embarras :

— Maintenant, Monsieur, grâce à vous, je dispose de toutes mes journées, et je ne serais pas fâché de les employer à quelque chose d'utile. Ne pourriez-vous me charger d'une

mission de confiance, par exemple d'une... filature ou d'une petite enquête?

Le nom du ministre qui me faisait surveiller me vint aux lèvres, et j'eus d'abord envie de mettre Martin à ses trousses, pour qu'il me fit chaque jour un petit compte-rendu de ses faits et gestes. Mais Martin, qui était un homme simple, pouvait ne pas goûter suffisamment l'ironie de cette revanche, et, comme j'avais alors besoin de faire quelques recherches bibliographiques, j'envoyai tout bonnement mon policier à la bibliothèque nationale, où, moyennant une légère rétribution, il me copia d'une belle écriture tous les documents qui m'étaient nécessaires.

Quand le ministère tomba, Martin fut chargé d'une autre besogne, mais nous restâmes dans les meilleurs termes, j'allais écrire en excellents rapports. J'eus même la chance, par la suite, de le faire nommer commissaire de police en province. Je ne vous dirai pas comment, car je craindrais de le compromettre : réservons cet épilogue pour mes Mémoires éventuels.

En attendant, il me sera permis d'observer — ce sera toute la moralité de cette histoire — qu'il y a peut-être à Paris des malfaiteurs plus dangereux que les journalistes d'opposition, et que, si nos ministres employaient moins de mouchards à les espionner, la police aurait plus d'hommes, plus de ressources et plus de temps à consacrer aux apaches. L'ordre public y gagnerait certainement, et je ne dis point que les vaches en seraient mieux gardées, mais j'ose dire qu'elles nous garderaient mieux.

GUSTAVE TÉRY.

INGRATITUDE



Un malentendu existe entre la France et l'Allemagne : l'Allemagne estime avoir rendu un service à la France, et, comme la France ne lui en a, jusqu'ici, témoigné nulle reconnaissance, l'Allemagne l'accuse volontiers d'ingratitude et, parfois, en manifeste quelque méchante humeur.

Il y a aujourd'hui quarante-trois ans, la République était proclamée à la nouvelle officielle du désastre de Sedan : c'est le rapprochement de ces deux faits qui a permis aux Allemands de prétendre qu'ils nous ont procuré la satisfaction, en écrasant les armées impériales, de rétablir la République en France.

M. Max Lenz, un des historiens les plus considérables de l'Allemagne, l'auteur d'une biographie classique de Bismarck, le déclare en termes fort nets : « Aux Allemands la victoire sur le second Empire a apporté la réalisation de l'Etat national ; aux Français elle a donné la possibilité de fonder la République sous laquelle ils vivent aujourd'hui. »

Une des feuilles les plus importantes de Berlin, la *Post*, faisait la même constatation à la date du 2 septembre 1909 : « La nouvelle génération française reconnaît que la victoire des Prussiens a précipité la chute d'un souverain peu utile à la France ; le 2 septembre, le peuple allemand ne célèbre pas l'humiliation d'un peuple voisin intelligent, mais bien le jour de

la délivrance de ce peuple de la tutelle du successeur de Napoléon I^{er}, devenu désagréable même à ses propres sujets. »

Ce qui revient à dire clairement que nous devrions être reconnaissants à nos vainqueurs du bienfait dont ils nous ont accablés; ils considèrent qu'ils furent nos collaborateurs précieux en cette circonstance; ils sont surpris, comme d'un manque de tact, que nous leur en sachions si peu gré; ils sont choqués que nous ne décrétions pas jour de réjouissance le 2 septembre qui marqua notre « délivrance de la tutelle » de Napoléon III; ils voudraient nous voir célébrer avec eux cet heureux anniversaire qui rappelle seulement, après tout, « la chute d'un souverain peu utile à la France. »

Il se trouve, évidemment, des gens que leur esprit mal tourné et leur tendance au dénigrement porteront à qualifier de paradoxe développé par l'ironie germanique, toujours un peu lourde, ce qui n'est, en réalité, qu'un raisonnement logiquement déduit : en effet, au plébiscite de mai 1870, 7.350.000 suffrages s'étaient prononcés pour l'Empire, et l'on en comptait à peine 1.500.000 qui lui étaient hostiles. Il est donc certain que, sans les bienfaites défaites qui furent opportunément infligées aux armées impériales par les Prussiens, le régime qui avait recueilli une si formidable majorité ne se serait pas écroulé trois mois après !

Les Allemands ont le droit, dans ces conditions, de nous trouver bien ingrats de ne pas en convenir, et l'on peut même qualifier de burlesque l'indignation manifestée par M. Clemenceau, au cours de la séance du 12 juillet 1909, en rappelant le mot de Bebel : « Ce fut Bismarck qui donna la République à la France ». Tout frémissant, comme si on l'eût vraiment outragé

dans sa foi patriotique, M. Clemenceau fit entendre cette protestation :

M. Clemenceau. — ... Ce fut une parole insolente et mensongère. Les hommes qui ont imposé la République à la France, ce sont nos aïeux de la Révolution française. (*Vifs applaudissements à gauche*). Ce sont les hommes de 1848, ce sont les hommes de 1870 qui ont ramassé la France blessée sur les champs de bataille. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*). Ce sont ces hommes qui l'ont refaite, qui l'ont mise au point où elle est aujourd'hui, libre, fière et indépendante. (*Vifs applaudissements prolongés à gauche*). (*Journal Officiel*, p. 2013, 2^e col.)

Jaurès lui-même, qui a pourtant la langue bien pendue, en fut tout estomaqué, au point qu'il mit trois jours à ruminer une réponse : il finit, le 15 juillet, par déclarer que la parole de Bebel n'était qu'une « rude boutade » dont il s'efforça, sans y parvenir, d'atténuer le sens parfaitement clair. (*Officiel*, p. 2079, 1^{re} col.)

En disant que « Bismarck donna la République à la France », Bebel prouvait simplement qu'il connaissait son histoire. Un fait est certain : l'établissement de la République en France ne déplaisait pas à Bismarck ; il serait peut-être excessif de prétendre que, dans son amour pour nous, il déclara la guerre afin de nous permettre de choisir ce régime ; mais il est indiscutable qu'il vit d'un bon œil sa proclamation et son affermissement. Le régime républicain avait toutes ses sympathies, à la condition, naturellement, que la France seule jouisse de ses avantages.

Dans ses *Mémoires*, qu'on ne peut se dispenser de connaître si l'on veut pénétrer dans les coulisses de la politique allemande, le prince Clovis de Hohenlohe a consigné ainsi les confidences que lui fit un jour le chancelier de fer :

« Pour ce qui est de la France, prétend Bismarck, nous avons tout intérêt à ce qu'elle ne devienne ni assez puissante à l'intérieur, ni assez respectée à l'extérieur, pour se gagner des alliés : la République, en proie aux troubles intérieurs, c'est la paix garantie. »

La sollicitude du chancelier, envers le régime qui lui semblait comporter de tels avantages, n'est donc pas niable, et Bebel ne méritait certes pas les démentis que lui infligea M. Clemenceau : si Bismarck n'avait pas un peu aidé les « aïeux de la Révolution et les hommes de 1848 », il est à présumer que l'Empire fût resté debout longtemps encore.

Qui sait ? A cette heure, nous serions peut-être soumis à la tyrannie de Napoléon IV ; nous n'aurions pas connu le Panama, ni les reconfortantes affaires Dreyfus, Humbert et Duez ; le prolétariat, forcément encore inconscient, n'aurait jamais profité des revenus que lui procurèrent la liquidation des Congrégations et la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; nous ne pourrions pas nous enorgueillir des glorieux incidents de Fachoda et de Tanger, où la France, incarnée par ses énergiques gouvernants, eut une si fière attitude et prononça de si vibrantes paroles ; enfin, comble d'infortune, Loubet-le-Magnifique et Fallières-le-Bien-Aimé n'auraient pas ajouté tant d'admirables pages à notre histoire : quel Français, digne de ce nom, serait capable de penser, sans un douloureux émoi, à d'aussi affligeantes éventualités ?

Les Allemands ont la mémoire plus fidèle et connaissent le prix du service qu'ils nous ont rendu. Certains Français rétrogrades continuent de penser que ce service fut payé un peu cher : cinq milliards et deux provinces. Mais un de nos ministres, mieux inspiré, a jugé que

c'était encore insuffisant, et, quand il donna le Congo aux Allemands, M. Caillaux, évidemment, songeait surtout à rétribuer le concours que nous avaient généreusement prêté nos voisins en 1870, pour nous débarrasser d'un « souverain peu utile et désagréable »...

PAUL MATHIEUX



Les vacances de l'Europe



Après la paix de Londres, la crise des Balkans paraissait terminée et les diplomates se disposaient à partir en vacances. A ce moment, les Bulgares déchaînèrent une deuxième guerre et tout fut à recommencer.

La paix de Bukarest intervint cependant. Cette fois, l'on crut que tout était bien fini. Déjà les diplomates rebouclaient leurs valises, lorsque les Turcs, revenus à Andrinople, déclarèrent qu'aucune objurgation ne les en ferait plus sortir.

Les diplomates devaient-ils renoncer à leurs projets estivaux, rouvrir une fois encore, des malles et des négociations, se remettre à l'ouvrage en plein mois d'août, négocier des interventions et se prononcer pour la troisième fois sur cette question d'Andrinople qu'ils avaient tour à tour interdit au Turc de perdre et de reprendre ?

Ils ne le pensèrent pas. Ils préférèrent renon-

cer à guider les événements et même à les suivre, s'en remirent à la Providence du soin de résoudre la question d'Orient — ce qui était à la fois prudent, logique et traditionnel — et s'en furent chacun chez soi.

Le roi de Roumanie vient de regagner sa résidence de Sinaïa; le roi de Grèce, dernier venu des souverains, va faire ses visites d'inauguration; M. Venizelos, premier ministre de Grèce, va prendre les eaux; M. Sazonoff, ministre russe des affaires étrangères, est parti pour sa maison de campagne; M. Stephen Pichon préside des banquets mutualistes; les ambassadeurs réunis à Londres se sont dispersés. La paix des champs est descendue sur les chancelleries.

Du coup, les affaires vont mieux, les cours de Bourse remontent, la tranquillité renaît dans les esprits et la prospérité reparaît dans le monde. Les derniers belligérants eux-mêmes, dégoûtés de l'indifférence générale, se résignent à signer la paix.

Alors, des esprits superficiels se demandent pourquoi on ne s'était pas avisé plus tôt de cette méthode. Puisque le problème d'Andrinople est insignifiant, au mois d'août, pourquoi donc était-il si passionnant au mois de juin? Les esprits superficiels en viennent à penser que la politique extérieure des peuples pourrait bien être subordonnée, en même temps qu'à de grandes lois naturelles, aux commodités de ceux qui la dirigent.

— Et si les diplomates étaient en vacances, toute l'année, finissent-ils par se demander, est-ce que la paix du monde, celle des cœurs et

celle des affaires, ne s'en trouverait pas singulièrement affermie? Sans doute, ils excellent à résoudre le plus grand nombre des questions internationales qui se posent, mais, en dernière analyse, n'est-ce pas eux qui, tout d'abord, les ont toutes posées?

Nous ne nous attarderons pas évidemment à démontrer aux esprits superficiels tout ce que ce point de vue a de médiocre et de paradoxal. Il faut de toute évidence que les grands pays aient une politique extérieure avec des doctrines précises et des points de vue bien arrêtés. Point de doute qu'ils n'en aient tous et que des diplomates sérieux et compassés ne soient très aptes à résoudre toutes les difficultés qui en résultent.

Prenez, par exemple, la question d'Orient, sur laquelle tant de générations de diplomates et d'historiens ont pâli: n'est-il pas nécessaire que l'Europe entière ait sur la question d'Orient une doctrine et qu'elle soit capable de la faire triompher?

C'est pourquoi elle délégua à Berlin, en 1878, ses plus profonds hommes d'Etat qui se donnèrent la peine de fixer ce qui serait dorénavant le dogme, et ils proclamèrent « l'intégrité de l'Empire ottoman ». Formule essentiellement diplomatique, partant heureuse, qui aurait semblé à des profanes amphibologique, mais qui, paraît-il, ne pouvait l'être en la matière.

Malheureusement, il advint de l'intégrité de l'Empire ottoman ce qu'il advient de bien d'autres intégrités aux temps troublés où nous vivons: elle succomba. La diplomatie européenne ne se découragea pas pour si peu et

même elle se donna la peine, au congrès de Londres, de découper elle-même en petits morceaux l'Empire intégral. Je sais bien que le traité de Londres n'a jamais été appliqué; mais croyez-vous que le traité de Bucarest, qui le détruit, le sera davantage?

En somme, aujourd'hui comme il y a trois mois, toutes les questions en litige demeurent entières et les haines des races n'ont fait que s'exaspérer. Rien n'est changé que la saison et le lieu de résidence des hommes d'Etat, mais cela suffit et tout le monde tombe d'accord que la paix est cette fois définitive.

Désormais, la question des îles et celle du régime de l'Albanie ne troubleront pas plus la quiétude de l'Europe que la question d'Andrinople elle-même.

La paix des Balkans s'explique, sans doute, par l'épuisement des belligérants. La paix de l'Europe ne s'explique que par les vacances des ambassadeurs.

Les diplomates ne sont pas seulement des gens éminents, ce sont des gens sérieux. Or, Challemel-Lacour, qui faillit être président de la République, qui fut président du Sénat et que nous devons tenir, à ce titre, pour le contraire d'un humoriste, prétendait que le monde avait toujours été compromis par les hommes sérieux qui le gouvernent. « Ils ont vénéré l'autorité en leur personne, écrivait-il, adoré comme une chose divine l'exercice de la puissance, pris au tragique les affaires humaines... Ils ont eu pour leur propre majesté une profondeur d'admiration, qui amuserait, si elle n'avait eu des conséquences si redoutables.... Ils n'ont pas vu que les sociétés sont choses qui vont d'elles-mêmes, ou peu s'en faut,

par l'impulsion imprimée, dès le commencement, à la machine. »

Tels apparaissent les diplomates européens, moins sensibles aux événements qui se produisent qu'aux gestes qu'ils font, et décidés à ne considérer dans l'histoire que les contingences qu'ils ont eux-mêmes autorisées, contresignées et revêtues de leur sceau.

Lorsque la révolution éclata, en Turquie, au mois de juillet 1908, les représentants des grandes puissances avaient quitté les ambassades de Constantinople et s'étaient réfugiés, comme chaque été, dans leurs résidences de Thérapia. Le tumulte de la révolution ne parvint pas à les en faire sortir. En vain la dernière autocratie s'effondrait et l'une des plus vieilles civilisations du monde disparaissait de l'histoire; ils n'eurent même pas la curiosité de venir assister à ce prodigieux spectacle.

Quelqu'un s'en étonna et osa demander au chef de la légation d'une grande puissance les motifs de cette abstention.

— Nous n'avons pas voulu, répondit l'ambassadeur, nous n'avons pas voulu donner aux événements trop d'importance.

C'était un mot d'homme sérieux. Il pensait que les événements ne sauraient avoir d'importance que dans la mesure où lui-même en serait impressionné. « Il vénérât, comme parle Challemel-Lacour, l'autorité en sa personne », et méprisait les agitations de tout ce qui, dans un peuple, n'est pas attaché au ministère des affaires étrangères.

Sa conception ne différait point d'ailleurs de

celles de ses collègues, car pas un ne se dérangea.

Ce fut bien heureux pour l'Europe qui, dans ces conditions exceptionnelles, ne ressentit nullement le contre-coup de la révolution turque.

C'est la même heureuse aventure qui vient de se reproduire. Puisque les diplomates ont résolu de ne pas tenir compte du traité de Bucarest et puisqu'ils ont renoncé à épiloguer, vu la saison, tout est bien et l'Europe rentre dans le calme. Les problèmes qui risquaient hier de précipiter des peuples contre des peuples n'ont plus aucune gravité.

Les diplomates se reposent. Du coup, l'Europe est en vacances. L'Histoire aussi.

ROBERT DE JOUVENEL.

L'ŒUVRE dit tout ce que ne disent pas les autres.

L'ŒUVRE est le seul journal qui ne soit relié à rien par aucun fil.

L'ŒUVRE ne dit jamais d'injures ; la vérité lui suffit.

L'ŒUVRE est le supplément indispensable de tous les journaux, quels qu'ils soient.

Les imbéciles ne lisent pas L'ŒUVRE.

Suum cuique.



On lisait dimanche dans l'*Action Française* :

Pour renseigner l'« Œuvre » et son lecteur. — L'Œuvre de Téry reproduit une lettre d'un lecteur lequel, ayant reçu une circulaire des Schimmelpfeng, demande ingénument « ce qui se cache exactement derrière cet institut au nom bien français ».

L'Œuvre de Téry déclare avec un grand sérieux : « Qu'est-ce que l'Institut W. Schimmelpfeng ? »

L'Œuvre et Téry devraient cependant savoir que l'Institut Schimmelpfeng a fait l'objet d'une étude très complète dans l'*Avant-Guerre* de Léon Daudet. Accusée carrément et nommément d'espionnage, cette boîte allemande n'a jamais osé, et pour cause, élever la moindre protestation.

Cette ignorance de l'Œuvre et de Téry est d'autant plus surprenante que, lors d'un procès récent, que l'Œuvre eut à soutenir contre une compagnie de bouillons allemande, l'avocat de Téry, M^e Moro-Giafferi fit, dans sa plaidoirie, avec beaucoup d'à-propos, de larges emprunts à l'*Avant-Guerre* de Léon Daudet. Il serait équitable de se le rappeler.

Moro Giafferi fit, en effet, de larges emprunts au livre de Daudet, et il n'oublia pas de citer son auteur, suivant une vieille habitude de courtoisie confraternelle ou plutôt de probité élémentaire, qui s'est à peu près complètement perdue

dans la presse française, mais dont l'*Œuvre* ne s'est jamais départie.

Non seulement Moro cita Daudet, mais (voir les *Prussiens masqués*, n° 23 de la présente année) il présenta ainsi sa citation :

« Vous connaissez l'écrivain royaliste; je ne sais ce que vous pouvez penser de lui d'une façon générale, mais ce qu'il écrit, il faut avoir le courage de le crier et le remercier de nous avoir donné tous ces documents. »

Si j'ai l'indiscrétion de rappeler ces paroles, — et l'on en retrouverait de pareilles dans plusieurs de nos brochures, — c'est pour bien montrer aux rédacteurs de l'*Action Française* quels sont nos sentiments à leur endroit. Et puisqu'ils me mettent personnellement en cause, je ne crois pas inutile d'ajouter que j'ai quitté Paris pendant le mois d'août et que je n'ai pas collaboré au dernier numéro. Au surplus, la lettre que l'*Œuvre* a reproduite est d'autant plus intéressante que son signataire, un commerçant de nos amis, ignorait l'*Avant-Guerre*. Il y a, dans cette rencontre, une confirmation dont Daudet peut faire état; et elle lui prouve aussi que le commerce français commence à s'émouvoir d'une invasion dont l'*Œuvre* a si souvent, comme lui, dénoncé et démontré le péril...

Mais puisque nous en sommes à délimiter la part de César, il me sera sans doute permis de remarquer que dans le même numéro de l'*Action*

Française, et justement à la suite de l'écho sur l'agence Schimmelpfeng, on lisait ceci :

Le cas de M. Fumay, hier haut fonctionnaire au ministère de la Marine, aujourd'hui à la solde des Allemands. — A propos du cas extraordinaire et scandaleux de M. Fumay, exposé ici même dans notre numéro du mercredi 20 août dernier, et du silence de l'intéressé, l'*Agenda Financier* écrit fort justement :

« Voyez, par exemple, M. Fumay. Il était, hier encore, directeur des Constructions navales au ministère de la Marine, et, en cette qualité, il travaillait patriotiquement à faire de notre flotte de guerre la première du monde.

» Or, qu'est aujourd'hui M. Fumay? Administrateur de la Compagnie générale d'Electricité de Creil et, si vous ne vous indignez pas, c'est que vous ne savez pas.

» Apprenez donc que sur les 7.600 actions qui représentent le capital de cette société, 6.781 appartiennent à la Société Schuckert, de Nuremberg, et que les collègues de M. Fumay, dans son Conseil d'administration, sont MM. Natalis, von Chaulie et von Siemens : trois bons Teutons, comme on peut voir.

» Mais, direz-vous, un ancien directeur des Constructions navales françaises, qui passe au service d'une Compagnie d'électricité allemande, peut faire bénéficier l'ennemi de secrets de la plus haute importance pour la défense nationale. A tort ou à raison, il peut passer pour traître...

» — Vous l'avez dit. A tort ou à raison, c'est un risque. Mais, en regard, il y a une certitude : au ministère de la Marine, M. Fumay touchait quelques dix-huit mille francs par an. Une misère.

» A la société prussienne, il touche 40.000 francs qu'on connaît, sans compter ce qu'on ne connaît pas.

» C'est ce qui explique que l'*Action Française* qui, la première, a publié une partie de ces renseigne-

ments en appelant un démenti n'a même pas reçu une rectification.

» Très probablement, il en sera de même de nous. »

Commentant cette citation, Rivarol (n'est-ce pas un pseudonyme de Daudet?) n'ajoute point que l'on ne saurait faire honneur à l'*Action Française* d'avoir publié, « la première », ces renseignements sur M. Fumay. Car si on les trouve, en effet, dans l'*Action Française* du 20 août, ils avaient paru d'abord intégralement et textuellement dans l'*Œuvre* du 10 juillet (page 1054), puis du 14 août (page 1210). « Il serait équitable de se le rappeler. »

G. T.

Lisez la nouvelle édition de *Kiel et Tanger* par Charles Maurras, augmentée d'une préface et de nombreux appendices. Lisez aussi, et comparez, le volume de Sembat *Faites la paix, sinon faites un roi*.

Abonnez-vous à L'ŒUVRE!

Faites abonner vos amis à L'ŒUVRE!

Abonnez à L'ŒUVRE les bibliothèques, les patronages, les syndicats, es cercles, les cafetiers, les hôteliers, les marchands de vins, les coiffeurs, et, d'une façon générale, tous ceux qui peuvent seconder et étendre notre propagande.



Tablettes de Pangloss



Petite rubrique où nous cherchons des sujets de satisfaction.



Il paraît que le parti radical et radical-socialiste ne va pas très bien. Il faut l'« opérer », dit la *Lanterne*. Il faut l'« unifier », dit M. Viroi.

La *Lanterne* trouve que M. Viroi va trop loin : « N'unifions pas, opérons tout au plus. » Il paraît qu'il est encore moins douloureux d'être découpé par M. Bourély que d'être « unifié » par M. Viroi. Cela ne nous étonne pas autant qu'on pourrait croire.

Mais, dans l'*Action*, M. Lafferre, à son tour, trouve que la *Lanterne* exagère. M. Lafferre ne veut même pas entendre parler d'« opération » : « N'excommunions personne », demande-t-il gentiment.

M. Lafferre a raison. Rien qu'à voir en quel accord il se trouve avec ses collègues du parti sur cette question de doctrine, on se rend compte à quel point l'« unification » serait difficile et à quel point l'« opération » serait dangereuse. Ce ne serait plus une opération, ce serait un dépeçage.



Heureusement, on a fini par se mettre d'accord sur le travail à faire, ou plus exactement sur le

mot à employer, mais n'est-ce pas la même chose?

On n'unifiera pas.

On n'opèrera pas.

On n'excommuniera pas.

On «épurerà».

Divine beauté des mots! Sainte candeur du radicalisme! C'est un rien, mais il fallait le trouver.

— Va donc, épuré! continuera de crier Gavroche, qui n'a jamais eu beaucoup d'orthographe. Mais, cette fois, il ne décernera rien de moins qu'un brevet de radicalisme.

Comment va-t-on s'y prendre pour «épurer»? On ne nous le dit pas. Comment même se définira cet état de pureté radicale et radicale-socialiste, qui, seule, permettra de pénétrer dans le paradis radieux de la rue de Valois? Nous ne le savons pas davantage.

Mais ne nous en mettons pas en peine. M. Virot, muni d'une épée flamboyante, se tiendra devant la porte. M. Fabiani, gardien des clefs, ne laissera pénétrer que les élus (ce sont les élus du congrès de Pau, que je veux dire). Et M. Combes, tout rayonnant de gloire, reconnaîtra les siens.

O mes amis, que ce sera donc beau!

Navrés par la pensée que la vue de tant de sereines beautés allait être bientôt ravie aux profanes, nous nous sommes précipités au numéro 9 de la rue de Valois, afin de visiter ce paradis de M. Lévy-Oullmann, pendant qu'il en était temps encore et avant que le congrès de Pau ne nous en ait définitivement fermé les portes d'or.

Au troisième étage d'un immeuble d'humble

apparence, nous avons découvert le lieu prédestiné.

Nous devons à la vérité de dire que le paradis est modeste, presque sordide et réellement démocratique.

D'abord, on y accède par une cuisine.

Cela est d'un symbolisme touchant; cela veut dire sans doute à la fois qu'ici l'on prépare les aliments de l'esprit et l'alchimie de la politique; on fait mijoter les réformes et l'on accommode les restes. Cette humble cuisine prend du coup des proportions formidables: elle apparaît proprement comme l'écrin de l'assiette au beurre.

En sortant de la cuisine, on franchit les water-closets.

Cela n'est pas d'un symbolisme moins admirable. Ils sont là pour témoigner que l'on ne saurait obtenir, du premier coup, le droit de contempler face à face la radieuse Lumière. Peut-être, ces water-closets y sont-ils pour d'autres motifs encore. En tous cas, ils figurent, avec une impressionnante acuité, le «purgatoire» par lequel il faut qu'on passe avant d'accéder à la cité céleste.

Et voici la Cité elle-même:

Trois pièces: deux petits bureaux et une salle de réunion. C'est petit, c'est bas de plafond, mais c'est intime.

Tout bonheur que la main n'atteint pas n'est qu'un rêve.

La philosophie radicale est avant tout matérialiste. Ici la main peut tout atteindre, sans effort — et même le plafond. Elle en garde d'ailleurs quelques traces de poussière. Touchante simplicité!

Tel est apparu à nos yeux ravis le Saint des Saints du parti radical et radical-socialiste.

Ah! Viro, que c'est mal à vous de vouloir nous en fermer dorénavant l'accès.

D'autant que je saisis fort bien vos motifs, qui sont de basse ostentation. Cela vous choque que votre grand parti n'occupe que trois pièces et une cuisine.

Je vous ai pénétré, Viro, et je sais maintenant combien vous vouliez m'en faire accroire, quand vous me parliez avec tant d'arrogance du trente-troisième appartement.

Profits et Pertes

Une mystification littéraire.

Naturellement, ce sont les lecteurs du *Temps* qui en sont victimes; et c'est ce petit farceur d'Emile Faguet qui vient de s'en rendre coupable.

Emile Faguet, profitant de ce que les lecteurs du *Temps*, encore sous le coup d'une chronique de Jules Claretie (dit « le Fils de la Pluie ») se trouvaient en état de moindre résistance, assène à ces malheureux, imparfaitement réveillés, cinq colonnes sur le génial Paul Fort, prince des poètes.

Le plus gravement du monde, il compare Paul Fort à La Fontaine (1^{re} colonne), à Virgile, à André Chénier, et à Victor Hugo (2^e colonne), à Musset, Tibulle et Joachim du Bellay (3^e colonne), à Lamartine et de nouveau à La Fontaine (4^e colonne); et comme au cours de la 5^e colonne, il ne trouve plus de comparaison digne du prince des poètes, il laisse au lecteur le soin d'en chercher une... Le

lecteur, montant plus haut, toujours plus haut, en arrivera à rapprocher Paul Fort de l'astre des nuits.

Jusque-là, mon Dieu, les abonnés du *Temps* peuvent prendre au sérieux cette facétie; mais l'éminent académicien ne peut garder lui-même la gravité qui sied à une fumisterie de ce calibre; il ne peut se tenir de faire des citations de Paul Fort, et ces citations seraient de nature à transformer en gondoles ou en tirebouchons les graves lecteurs du *Temps*, si on pouvait supposer les graves lecteurs du *Temps*, capables de rire à ventre déboutonné, comme les dieux d'Homère ou les simples mortels.

Voici, dans l'ordre où il les enchâsse parmi sa prose, quelques-uns des joyaux proposés à notre admiration par M. Emile Faguet.

1^o « Entraînais-tu Gaston, ou bien le suivais-tu, qui croisait à la proue ses bras sur la Gorgone, et partageait les flots de ce regard tendu, qui veut la gloire et qui la cherche et qui l'ordonne ».

(Ce sont des vers).

2^o « Je rêve, où suis-je, où vont-ils, ces lutins au bout d'un fil? Le miroir sur la cheminée cause avec le marbre blanc. Un lutin dans mon tiroir remue des couverts d'argent. Tous les rossignols du soir dans ma chambre sont entrés; leurs colliers de perle tombent; les lutins s'en sont parés... »

(Ça aussi).

3^o « Le ciel a tout donné la chaleur de son cœur. Cependant le froid pince et je cours au foyer où le soir je tisonne en chauffant mes jambières. C'est le tour, à présent, ô fleurs, de vous tourner vers l'âme des maisons qui sert de cheminées. »

4^o « Bleu de lin elle glisse, elle est lisse et légère. N'ayant plus à bercer les joncs et les martins-pêcheurs, elle reflète, ô la douce rêverie, la fenêtre où se berce la cage du serin. La dame en bigoudis

vient d'ouvrir la croisée et le menton aux doigts parle à son fifi d'or. De tout le monde, hélas! elle est désabusée; mais pas des bigoudis ni de son fifi d'or. — Pour charmer les hôtels vieillots de la rue Basse, ô leurs naïfs jardins, la Viosne s'entrelace. Des pots fleuris de roses l'entrelacent alors et des lavoirs mousseux bleuissent à ses bords. — Prise dans les roseaux, nonchalante elle dort, ou fait semblant; je crois qu'elle a peur, la sournoise, et qu'elle se blottit parce que ça sent l'Oïse; enfin elle repart sur un coup de battoir... Je chanterai les rues; adieu, petite Viosne; la rue du Paon, vieux rose aux volets noirs et jaunes, où je suis; pourquoi donc? Je n'en sais pas grand'chose, sinon qu'elle est un vol de guêpes sur des roseaux.

5° Et puis le plus beau. C'est une histoire de chasse :

« Je reviens d'un grand voyage et du fond du paysage, gai chasseur chassant au ciel, ruminant des ritournelles — Taïaut! Taïaut! sur mon dos j'apporte la venaison, peu nombreuse, mais taïaut! C'est beaucoup pour la saison... »

« — Mais à ta menotte en fièvre, tremblante aux derniers rayons qui bleue et blanche se lève, sifflant je présente un lièvre. — « Oh! combien vous coûta-t-il, Nemrod? — Hum, ainsi, soit-il! Au foyer quelques sarments. Sois-je pendu si je mens? » — Le ciel lance une émeraude du sud au septentrion : « Un lièvre! Eh bien, oui, Nemrod? Une autre fois un lion. » — et dis : « Joue du Lécocq. » Je pique mon œuf à la coque. Je reviens d'un grand voyage et du fond du paysage. »



Voilà... En lisant ces choses, en lisant qu'elles étaient admirables, j'ai senti mon cœur étreint de remords.

Oui, j'ai le remords d'avoir autrefois méconnu une grand'poétesse, une femme de génie qui composait des vers dans le genre des vers de Paul Fort.

Cette femme était nourrice à ses moments perdus. Elle me berçait en disant ses poèmes (car alors j'étais tout petit, tout petit, et c'est ma seule excuse). Je veux citer ici quelques-unes de ces poésies pour faire plaisir à M. Faguet :

« *Quelle heure est-il? — Il est midi. — Qui l'a dit? — La petite souris. — Où est-elle? — Dans la chapelle. — Que fait-elle? — Des dentelles. — Pour qui? — Pour les dames de Paris* »

Quel adorable petit tableau, plein de grâce et de fraîcheur!... Et si on met Paul Fort près de La Fontaine, ne mettra-t-on pas ma nourrice près de Paul Fort?

Et ma nourrice chantait aussi :

« *Niquette — Friquette — la jambe de bois — ta maman t'appelle et tu ne l'entends pas — Tu trempe la soupe — Et tu manges les choux — Tu tires la vache — Et tu bois le lait doux.*

N'y a-t-il pas là toute la poésie des champs?

Et celle-ci, dont je me rappelle seulement le commencement :

« *Ils sont dans les vignes, les oiseaux; ils ont mangé les raisins; ils ont craché les pépins...* »

Voyez-vous, pour butiner agréablement sur l'Hymette, M. Paul Fort nous a donné la véritable formule, rapportée par M. Emile Faguet :

« Je ne veux plus chanter plus haut que ma musette, ni plus chanter plus haut qu'à mon berceau d'osier. Je ne veux plus chanter plus fort que l'alouette et qu'au seuil du matin le millet des clochers. »

Il ne veut pas chanter plus haut que sa musette...

Ma nourrice exprimait cette pensée sous une forme peut-être moins poétique, mais plus vigoureuse.

Je ne veux pas situer d'une façon précise la lyre de M. Paul Fort.

Mais, sauf le respect que je dois à M. Faguet, les vers du Prince des Poètes ressemblent à des borborygmes...



Par Fil Spécial. —

Le *Matin*, toujours admirablement informé, vient de découvrir sur la Côte de Bretagne la présence du *Commandante-Aguirre*; il annonce à ses lecteurs que Lorient est devenu un port péruvien.

Le *Matin* expédiera certainement là-bas un envoyé spécial. Si cet envoyé veut faire l'économie du voyage et fournir néanmoins à son journal tous les tuyaux désirables, nous l'invitons à venir dans nos bureaux consulter la collection de l'*Œuvre*.

Nous mettons à sa disposition, notamment, un numéro daté du 3 octobre 1912 et qui porte sur sa couverture : *Lorient devient une colonie péruvienne*.

Il y trouvera le compte-rendu très complet d'une bouffonnerie nautique qui dure depuis deux ans.

Cette relation a eu les honneurs d'une lecture publique au Parlement de Lima; et, pour m'être montré informateur consciencieux, j'ai été stigmatisé par toute la presse péruvienne. Notamment, « el señor Pedro Guette, director de la marina peruana » (et c'est quelque chose, d'être le directeur d'une marine qui comporte exclusivement des commodores) m'a réduit en miettes dans la « Prensa » et m'a traité, je crois, d' « obsco de rebelion y diffamacion ».

Je crois aussi avoir répondu quelque chose au señor Guette (n° du 16 janvier 1913).

D'après mes derniers renseignements, la période de conquête et d'occupation militaire par la marine péruvienne a pris fin; nous sommes entrés dans la phase de colonisation.

Les marins péruviens se marient beaucoup à Lorient. C'est-à-dire que beaucoup de jeunes filles lorientaises vont à bord du *Commandante-Aguirre* où un « padre » en pain d'épices, remarquablement crasseux, leur donne une espèce de bénédiction nuptiale, les unissant avec un naturel de Lima.

Au bout de quelques mois, l'équipage du *Commandante-Aguirre* repart pour le Pérou sans emmener le navire et sans davantage emmener les jeunes épouses.

Mais un nouvel équipage remplace celui qui s'en va, et le « padre » infatigable procède à de nouvelles bénédictions nuptiales.

Et à Lorient, il naît des tas d'enfants de couleur chocolat.

Je pourrai donner des statistiques à l'envoyé spécial du *Matin*, au cas où il aurait besoin d'une documentation précise.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE



**Chaque rédacteur n'est responsable
que de ce qu'il écrit.**



POTINS & PANTINS

✦

La fo-ôrme.

Un habitant de Saint-Ouen, ayant fêté la Saint-Louis plus que de raison, s'engagea sur la voie du chemin de fer de Ceinture. Un train passait. L'ivrogne évita par miracle la locomotive. Mais, happé par le tender, il fut lancé dans le charbon où on le retrouva à demi mort de peur, à l'arrivée du train.

Le Commissaire de police, aussitôt informé, n'hésita pas une minute. Il dressa au malheureux une contravention pour avoir voyagé sans billet.

o

Le mort de Pacy.

Cette fois, le camarade Willm est bien malade.

La 28^e section du parti socialiste unifié s'est réunie — officieusement — pour discuter la situation électorale de la circonscription. Malgré l'opposition de quelques amis personnels du député de Levallois, elle a décidé qu'il était impossible de revenir sur le vote par lequel les militants levalloisiens déclaraient que leur représentant n'avaient plus leur estime, ni, ce qui le touche davantage encore, leur confiance.

Elle a donc écarté définitivement la candidature de M. Willm.

Elle a ensuite désigné son remplaçant.

Les chauffeurs étant nombreux à Levallois, on devait envisager le choix de personnalités qui leur fussent sympathiques. Deux noms dominèrent le débat, ceux du citoyen Guinchard, secrétaire de la Fédération des transports et du citoyen Fiancette, secrétaire du syndicat des chauffeurs de taxi-auto. C'est celui-ci qui, en raison de son éloquence supérieure, fut désigné à une assez forte majorité.

La désignation de M. Fiancette sera probablement officielle d'ici quelques jours.

Ne plaignons pas trop M. Willm, ainsi débarqué. Il aura toujours la ressource, au nom de la proportionnelle, de solliciter les suffrages conservateurs.

Sans compter que la 28^e section sera peut-être désavouée une fois de plus et que le comité directeur du Parti pourrait donner l'ordre à M. Fiancette de ne pas accepter la candidature. La municipalité de Levallois ne vient-elle pas en effet de mécontenter encore l'un des membres les plus influents de ce comité, M^e Uhry, en réduisant les honoraires qu'il avait demandés pour plaider pour la Ville? On n'est pas plus indépendant.

Le citoyen Uhry, avocat, chroniqueur judiciaire à l'*Humanité* surnommé *Consul* par ses confrères, jouit d'une honnête aisance. Néanmoins il estime que toute peine mérite salaire. Il est furieux. Willm trouvera près de lui un chaud appui.

Pour tout changement d'adresse,
prière d'envoyer 0 fr. 60 en timbres-poste.

Pour tout ce qui concerne la publicité financière et commerciale, l'Œuvre décline toute responsabilité.

BULLETIN

Nous avons eu, à l'approche de la liquidation de fin de mois, un peu de fléchissement, mais qui n'a pas grande signification, puisqu'il se reproduit presque toujours dans la même circonstance. Il était, cette fois, particulièrement naturel que les échelliers pèsent sur les cours en vue de la réponse des primes, pour ne pas être trop débordés, à la suite du précédent mouvement de reprise.

On peut donc dire hardiment que l'orientation satisfaisante du marché persiste, et ce qui laisse espérer qu'elle a des chances de se maintenir, tout au moins pendant quelque temps encore, c'est la recrudescence d'activité qui s'est manifestée, ces jours-ci, aussi bien au comptant qu'à terme. Il n'est pas douteux que, depuis un an, des capitaux considérables ont été mis en réserve. Or ils commencent seulement à venir s'employer sur le marché; et ils ne pourront qu'y venir de plus en plus nombreux à mesure que les capitalistes rentreront de villégiature. Le mouvement en avant qu'imprimera à la cote cet afflux de disponibilités devra fatalement avoir quelque ampleur.

Il ne faudrait, toutefois, pas perdre de vue que si les capitaux à employer sont considérables, ils trouveront à le faire aussi en dehors du marché : de grands emprunts sont en préparation, et l'on n'attend que la rentrée pour les mettre en émission. Il va de soi qu'une partie des disponibilités se reporteront sur eux, et l'essor de la cote des vieilles valeurs pourra en être enrayé d'autant.

Dans ce même ordre d'idées, et sans pêcher par excès de pessimisme on doit même s'attendre à un certain nombre de réalisations sur le marché, réalisations provoquées par la reprise précédente et dont quelques acheteurs dans les cours déprimés voudront, sans doute, profiter pour s'assurer leur bénéfice. Sauf cette réserve, on peut croire, semble-t-il, à une accentuation du mouvement ou à sa reprise, à bref délai, s'il y avait fléchissement, pour la raison qui vient d'être donnée.

En ce qui touche, en particulier, le 3 %, il suffit de remarquer qu'en un mois il a monté de plus de trois points et demi pour penser qu'il faut consolider les cours acquis avant de les pousser davantage.

A nos Lecteurs

Que faut-il pour que l'ŒUVRE prospère ?

Il suffit que nos acheteurs au numéro, au lieu de payer chaque année cinquante-deux fois vingt-cinq centimes, soit **treize francs**, envoient un mandat de **dix francs** à l'administrateur de l'ŒUVRE, pour recevoir leur numéro tous les mercredis par la poste.

Il suffit, en d'autres termes, que nos lecteurs réguliers s'abonnent. Ce sera pour eux une économie, et pour nous un considérable accroissement de force. Car la vente au numéro ne nous rapporte rien, à cause des intermédiaires.

Abonnez-vous à l'ŒUVRE,

Faites abonner vos amis

On trouve L'ŒUVRE dans tous les kiosques, dans toutes les gares.
On la trouve aussi chez soi tous les jeudis pour DIX francs par an.
(1) suffit d'envoyer ces dix francs à l'administration de L'ŒUVRE simplement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je, soussigné (nom, prénom)
(adresse)

déclare m'abonner pour un an⁽¹⁾, pour six mois⁽¹⁾ à L'ŒUVRE à dater du 1^{er}

Ci-joint le montant de l'abonnement : dix francs⁽¹⁾, six francs⁽¹⁾.

Deuillez taire percevoir le montant de l'abonnement : dix francs⁽¹⁾, six francs⁽¹⁾.

SIGNATURE :

(1) Biffer l'une ou l'autre de ces indications. — Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Détacher en suivant le pointillé et adresser ce bulletin à l'Administrateur de L'ŒUVRE, 220, Fg St-Honoré, Paris (8^e).

PETITE POSTE

Cinquante centimes la demi-ligne. Payable par mandat-poste.

Nos abonnés ont droit à l'insertion gratuite de 10 demi-lignes.

La PETITE POSTE se charge de faire parvenir les lettres d'un correspondant à l'autre pourvu que les réponses à réexpédier soient accompagnées d'une enveloppe affranchie.

Vous pouvez estimer que, chaque semaine, les insertions passent sous les yeux d'une élite de 50.000 lecteurs.

Répondre à T. Leroi à l'Œuvre, qui transmet les lettres.

VACANCES

Dame veuve recevait une ou plusieurs personnes de bonne compagnie en son château de Normandie (près ligne de Dieppe). Confort, téléphone au château, pays très sain; parc ombragé. 450 francs par personne et par mois. Arrangement pour famille.

LIVRES

Préparant un ouvrage je désire acheter ouvrages, volumes et brochures traitant de la juiverie, de la franc-maçonnerie, des protestants et des métèques. Prière de faire des offres détaillées.

LEÇONS

Dame diplômée, grande expérience, hautes références, demande leçons pour l'après-midi à Paris ou banlieue.

EMPLOIS

Jeune homme 25 ans, très actif, éducation et instruction soignées, désirerait place de secrétaire d'un homme politique; dirigerait un organe politique régional.

Français, parle anglais, espagnol, portugais, comptable professionnel, rompu affaires, hautes références, recherche occupation demi-journée, temporaire ou fixe, France ou Etranger.

MES VINS : Un propriétaire du Chablis offre ses crus :

	la bouteille		la bouteille
Chablis supérieur	1 50	Bourgogne supérieur	1 50
Chablis supérieur	1906. 2 »	Côte de Nuits	1908. 2 50
Chablis Première	1906. 3 »	Chambertin	1908. 3 50
Chablis Tête de Première	1911. 4 »	Chambertin	1907. 4 »
Chablis (Les Clos ou Val-		Clos Saint-Jacques (Cham-	
mur ou Blanchot)	1906. 5 »	bertin) 1904 et 1908 ou	
Chablis (Moutonne)	1906. 6 »	* Pommard ou Corton	5 »
Grand Montrachet	1895. 10 »	Grand Musigny (Comte	
Grand Montrachet	1898. 9 »	de Vogüé)	1904. 8 »
Château du Clos Vougeot		Romanée-Conti (étagé), 1907. 15 »	
blanc (étagé)	1911. 10 »	Château du Clos Vougeot. 1911. 10 »	
		Nuits Saint-Georges ... 1911. 7 »	

Contre remboursement, M. Laporte à La Roche (Yonne).

ASUDA Pour les soldats, chasseurs, touristes. Pour les personnes qui supportent mal la chaussure vernie : pas de feux, pas d'ampoules; bien-être absolu. Pour les travaux de couture; pour le tennis : sèche les mains moites. Pour les dessous de bras : les corsages ne se tachent ni ne se brûlent plus. Désodorise radicalement.

Supprime les feux et irritations de la peau des bébés.

Envoi contre 2 fr. 50, aux Laboratoires, 5, rue Châteaubriand à Paris.

BEAUTÉ DES ONGLES "ROSABEILLE"

PRODUIT FRANÇAIS SANS ACIDE

Polissage instantané et durable même après lavage

Franco 1 fr. — 3, rue du Sommerard, PARIS

Le Gérant : GARDANNE

Imp. spéciale de l'Œuvre, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.

Demandez à L'OEUVRE :

BROCHURES à 0 fr. 10 :

Le Parlement contre la Nation

par GUSTAVE TÉRY et ROBERT de JOUVENEL

L'Assommoir National

BROCHURES à 0 fr. 15 :

Les Mystères de l'Elysée

ou

Le Président, son Fils et Lanes

par GUSTAVE TÉRY et ROBERT DE JOUVENEL

Comment nous débarrasser des Juifs

par URBAIN GOHIER

BROCHURES à 0 fr. 25 :

ADIPEUX - ROI

par GÉO DE LA FOUCHARDIÈRE

Les deux Croix et le Croissant

par J. ODELIN

La Crise Sardinière

par André DORIS

Peau-de-Balle

par GÉO DE LA FOUCHARDIÈRE 0 fr. 95